

DISCOURS DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON LORS DE LA CONFÉRENCE PROTECTION AMAZONIE À L'ONU

23 SEPTEMBRE 2019 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Merci Président. Merci Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement. Merci Mesdames et Messieurs les lauréats pour vos témoignages et vos actions.

Vous avez tout dit, donc je vais être très rapide sur les enjeux. En 50 ans, près de 20% de la forêt amazonienne a disparu et 25% des forêts de mangroves. Et vous avez rappelé, en matière de lutte contre le réchauffement climatique, en matière de lutte pour la biodiversité, combien la forêt amazonienne, comme le bassin du Congo, était essentielle à notre humanité. Donc je ne serai pas plus long sur les enjeux.

Si nous avons pris cette initiative, c'est en effet parce que ces incendies, je dirais, ont ému la planète entière au moment où le G7 se réunissait et aussi parce que la France, vous l'avez rappelé, a elle-même une présence en Amazonie par la Guyane. C'est pourquoi je laisserai dans quelques instants le président Rodolphe Alexandre s'exprimer partageant mon temps avec lui. Et je veux remercier aussi le grand chef coutumier de sa présence avec nous aujourd'hui qui témoigne aussi de l'implication de l'ensemble des populations dans ce projet. Et ils rappelleront aussi ce que nous voulons faire dans, si je puis dire, notre part d'Amazonie et le faire avec toutes et tous.

Beaucoup de choses ont été faites. Et je le dis d'autant plus facilement que la France n'a pas été leader de ces actions. Et je veux vraiment remercier la Norvège et l'Allemagne qui, je pense pouvoir le dire, dans les pays qui se sont engagés et ont donné, ont assuré un leadership tout particulier en versant plus d'un milliard de dollars au Fonds amazonien créé en 2008, en mobilisant aussi les initiatives avec le GAFI pour la forêt d'Afrique centrale, et en étant depuis plus de 10 ans extrêmement engagés sur ce sujet.

Vous avez rappelé aussi les initiatives plus récentes. Et nous avons au G7 sonné l'alerte ensemble, Président. Vous avez ensuite à Laetitia, où les pays de la région se sont réunis, défini les principes de conservation et de développement durable de l'Amazonie. Ce qui a été, je pense, une étape essentielle.

Et là, nous nous réunissons. Nous mobilisons en quelque sorte cette alliance qui en réunissant tous les acteurs pertinents et nécessaires doit pouvoir être efficace. Les États, les bailleurs, les ONG, les organisations internationales, les gouvernements régionaux, les populations autochtones. On va se parler franchement. Quels sont nos risques ? Il y en a un premier. L'éléphant dans la pièce ou plutôt celui qui n'y est pas : le Brésil. Tout le monde se dit : comment vous allez faire sans le Brésil ? Le Brésil est le bienvenu. Et je pense que tout le monde a envie de travailler avec le Brésil. Deux États dans la salle se sont engagés. Et je crois que vous avez fait un très gros travail, je veux remercier les présidents de la région, pour convaincre tous les États de la région. Moi je pense que ça viendra. Je pense qu'il faut avoir une démarche comme on l'a aujourd'hui extrêmement inclusive. Respectueuse de chacun. Et c'est l'esprit dans lequel on a lancé tout cela. Et j'ai bon espoir que les prochaines semaines et les prochains mois permettront d'avoir des solutions politiques qui permettent d'avancer.

La deuxième chose, le deuxième écueil de notre initiative c'est qu'on se réunisse et qu'on dise des chiffres, des paroles et que, derrière, il n'y ait pas de résultats. Vous l'avez dit, et quand je regarde les choses c'est ce qui m'inquiète parce qu'on a, au fond, le Fonds amazonien qui a été suspendu, enfin qu'aujourd'hui on suspend parce que le Brésil ne prend pas en compte l'intégralité justement de la forêt amazonienne et les critères qui avaient été définis par les bailleurs. Il y a le Fonds PROGREEN très important annoncé par la Banque mondiale il y a quelques instants, sur une durée de 7 ans pour toucher l'ensemble donc des zones forestières, avec des contributions très fortes, en particulier de

l'Allemagne que je remercie encore. La Banque interaméricaine de développement, avec le Natural Capital LAB que vous avez évoqué, qui est sur la biodiversité mais peut-être pas uniquement focalisé sur l'Amazonie. On a l'aide bilatérale, je parle sous le contrôle de Donald Tu sk qui est là, mobilisé aussi, mais l'Union européenne par exemple c'est 280 millions d'euros répartis entre les différents programmes de coopération. On a tous les projets bilatéraux, on a le secteur non-gouvernemental et l'organisation par exemple Conservation International, cher Harrison, qui a une action extrêmement efficace.

Le risque c'est la dispersion, le risque c'est la lenteur et le risque à la fin c'est l'inefficacité. Donc il me semble qu'aujourd'hui on doit essayer de se donner des objectifs d'action et une méthode. À nous écouter et pour avoir échangé avec beaucoup d'entre vous, je pense qu'on peut se dire qu'on a 6 objectifs d'action. Le premier : préserver la biodiversité dans la gestion des aires protégées, la lutte contre les incendies, l'abattage illégal etc. La deuxième chose c'est le développement d'une chaîne de valeurs durables dans les territoires forestiers, c'est-à-dire encourager les produits dérivés de la biodiversité, l'agroforesterie, la promotion de la certification territoriale et des pratiques agricoles, la zéro déforestation et donc tout un travail aussi avec l'industrie agroalimentaire pour changer les choses avec nos propres exigences commerciales et les principes qu'on se donne à nous-mêmes. Troisième objectif, c'est la formulation de pratiques de gestion durable des sols et des forêts en concertation avec les populations locales et les acteurs de terrain. Quatrième principe, c'est la promotion des pratiques et savoirs traditionnels, vous l'avez parfaitement expliqué en éclairant avec vos exemples, en montrant qu'on avait des solutions dans les pratiques traditionnelles. Le cinquième principe, c'est la coopération transfrontalière pour les aires protégées et le sixième, c'est la rapidité et, si je puis dire, le caractère évaluable de l'action qu'on va mener. On doit privilégier les canaux qui vont rapidement vers les initiatives des populations et qu'on puisse évaluer ce qu'on a fait et pas se retrouver bloqué en ayant investi dans tel ou tel véhicule pour dire qu'on investit et se réveiller 6 mois ou un an plus tard en se disant : ce n'est pas allé sur les populations locales. Je crois que si on tient ces 6 principes on peut avoir une action efficace.

Donc ce que je propose peut-être, à l'issue de cette réunion dans la lignée de mes deux prédécesseurs, c'est que chacun désigne là, maintenant, une équipe de travail, qu'on puisse ensemble, État-bailleur, État-partenaire et acteurs clés de la société civile définir maintenant la méthode très précise, la gouvernance pour qu'au moment de la COP au Chili on puisse définir ce plan d'action et déjà le calendrier des premiers projets. Il y a plusieurs projets qui attendent de l'argent, des financements, et donc je pense qu'ils ont surtout besoin maintenant d'avoir un calendrier très clair de notre part, nos règles posées sur le papier et nos critères et qu'on puisse ensuite aller vite et clairement.

Voilà les quelques éléments clés, dans ces conditions la France contribuera à hauteur de 100 millions de dollars sur ce sujet et ces initiatives. Et je sais ce qui est attendu de nos amis amazoniens comme africains parce qu'il y a énormément de choses à faire. Je cède la parole au président Alexandre.